

Une mémoire instrumentalisée

La date du 17 juin 1953 fait encore l'objet de controverses

Cécile Leclerc*

» Il y a 20 ans, le 3 octobre détrônait le 17 juin, jusqu'ici journée nationale en Allemagne fédérale. Aujourd'hui encore, l'insurrection de 1953 est l'objet de controverses, loin d'aider à la constitution d'une identité commune à l'Allemagne réunifiée. Une date-clé de l'histoire de la RDA.

Anhaltende Kontroversen um den 17. Juni

Mit dem 3. Oktober 1990 wurde der Tag der Deutschen Einheit deutscher Nationalfeiertag und er-

setzte laut Einheitsvertrag den bis dahin in der alten Bundesrepublik gefeierten 17. Juni. Bis heute ist der 17. Juni 1953 Gegenstand politischer Kontroversen – wie beispielsweise auch das von Wolfgang Rüppel gestaltete und im Juni 2000 eingeweihte Denkmal auf dem Vorplatz des Bundesministeriums für Finanzen in Berlin.

War es ein Volksaufstand oder Arbeiteraufstand? Ein Aufstand, eine Erhebung oder eine gescheiterte Revolution? Die Journalistin Cécile Leclerc erinnert an die Ereignisse, ihre Vorgeschichte und ihre Folgen, und vertritt die These, dass der 17. Juni 1953 als kollektives Erbe nationaler Identität ungeeignet ist und die anhaltenden politischen Kontroversen um die richtige Einordnung der Geschehnisse zu einem schleichenden Prozess des Vergessens in der öffentlichen Wahrnehmung beitragen werden.

Red.



Un 17 juin comme les autres à Berlin. Des passants curieux s'arrêtent à l'angle de la *Wilhelmstraße* et de la *Leipzigerstraße*, devant le bâtiment d'architecture nazie qui abrite le ministère des Finances. Quatre couronnes de fleurs et une cinquantaine de roses décorent comme chaque année le bassin de verre de 25 mètres de large dans le sol de la place. Inauguré en 2000, le mémorial du 17 juin 1953 n'a cessé depuis de faire l'objet de controverses. L'artiste Wolfgang Rüppel voulait jouer sur le contraste entre l'idéologie communiste de la fresque de Lingner (« *la douce vie du socialisme* », datant de 1952) derrière la colonnade du ministère et la réalité au sol. Peine perdue. « *Les socialistes de l'esquisse regardent de haut les manifestants figés au sol* », déplore l'historien Christoph Hamann. Depuis les commémorations du 3 octobre 2007, quatre plaques informent les passants sur les événements du 17 juin 1953.

Il aura donc fallu attendre 18 ans après la chute du mur pour rappeler que des milliers de Berlinoises ont eu le courage de venir manifester devant la Maison des ministères du gouvernement allemand. Historiens, acteurs publics, partis politiques, médias, associations : nombreux sont les acteurs à avoir leur propre interprétation du 17 juin 1953 qu'ils veillent à faire entendre par la société allemande. L'enjeu est de taille selon Didier Guyvarc'h : « *Le passé est utilisé pour lire, proposer un sens au présent, mais cette instrumentalisation modifie, en retour, la vision du passé.* » Aujourd'hui

* Cécile Leclerc est journaliste à la rédaction francophone de la *Deutsche Welle* à Bonn.

encore, la vérité historique (cette « science » que Guyvarc'h oppose à la « liturgie » de la mémoire) n'est pas entièrement établie sur le 17 juin 1953, les conflits se multiplient sur de nombreux points, les acteurs s'affrontent pour imposer leur propre version du passé. À l'instar du mémorial, le résultat n'est qu'une fabrication de compromis.

La chute du mur aura été l'occasion d'un renouveau historique avec la découverte des archives, notamment des actes de la *Stasi* qui décrivent les différents lieux de l'insurrection du 17 juin 1953, ou des « papiers secrets » entre Moscou et Berlin-Est. L'insurrection peut être désormais minutieusement reconstituée. Les historiens s'accordent sur les conséquences économiques désastreuses de la politique de « construction du socialisme » de 1952 qui ont conduit à un ras-le-bol de la population. Et lorsque, après la mort de Staline en mars, Beria, chef de la police d'Union soviétique, ordonne à Ulbricht, secrétaire général du parti communiste est-allemand, la mise en place d'une politique du « nouveau cours » (retrait des hausses d'impôts, libération de prisonniers...) au début du mois de juin 1953, la population est-allemande reprend espoir. Sauf qu'Ulbricht refuse de retirer la mesure qui contraint chaque ouvrier à augmenter de 10 % ses normes de travail pour un salaire équivalent. Les actes de la *Stasi* signalent des signes de mécontentement des ouvriers dès les premiers jours de juin. Le 16 juin, trois cents ouvriers du bâtiment des chantiers de *Stalinallee* (l'actuelle *Karl-Max-Allee*) et Friedrichshain se mettent en grève et se rendent à la Maison des ministères pour déposer au gouvernement une motion demandant l'annulation de la décision. Personne ne se montre, les dirigeants étant, comme chaque mardi, en réunion au *Politbüro*. Poussé par une montée de l'agressivité et du désarroi de la population, le mouvement spontané dégénère en une insurrection générale : rendez-vous est pris pour le lendemain *Strausberger Platz*. Une foule marche dans les rues de Berlin et dans de nombreuses autres villes de RDA. Les manifestants, toutes catégories sociales confondues, libèrent des prisonniers, s'attaquent aux bâtiments



publics, symboles du pouvoir, déchirent le drapeau rouge de la porte de Brandebourg. Ils revendiquent le retrait du gouvernement (« *Weg mit der SED* ») et la tenue d'élections libres et secrètes. Le gouvernement prend peur et se réfugie au haut commandement militaire du secteur soviétique à Karlshorst, à l'Est de Berlin. Celui-ci proclame l'état d'exception à 13 h : les troupes et chars soviétiques entrent dans Berlin et écrasent la révolte. La répression qui s'en suit est absolue.

La *Stasi* devient un organe puissant sous l'aile et au service du SED, le nombre d'agents double en moins d'un an. Du reste, les historiens notent que le 17 juin restera un traumatisme pour les dirigeants est-allemands, comme



l'atteste l'affirmation d'Erich Mielke, le nouveau dirigeant de fer de la *Stasi*, à propos des manifestations d'août 1989 : « *Serait-on face à un nouveau 17 juin ?* »

Même si les détonateurs divergent (la classe ouvrière reste à l'origine de la manifestation en 1953 contrairement à 1989), les revendications sont les mêmes : la liberté et l'unité allemande. « *D'un point de vue historique, la révolution pacifique d'automne 1989 termine ce qui a été entamé en 1953* », affirme l'historien Karl-Wilhelm Fricke. Dans tous les cas, il est clair aujourd'hui que la révolte de juin 1953 fut la « première insurrection du système communiste ».

Le caractère du soulèvement reste controversé. Car les archives n'ont pas délivré tous leurs secrets. Le nombre de lieux touchés par la révolte est passé de 373 en 1991 à 567 en 1995 et enfin à 701 en 2003. Les nombres de participants (un million), de morts (entre 55 et 80), d'arrestations (entre 10 et 15 000) et de condamnations (entre 1600 et 1800) restent flous. La science n'est pas faite et les historiens échouent à imposer un discours démythificateur. Car eux-aussi sont acteurs de la mémoire. Ils n'hésitent pas à tirer parti du lien entre 1953 et 1989 pour déplorer le manque de cohésion nationale depuis l'unité allemande de 1990. Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowalczyk et Ehrhart Neubert notamment critiquent l'absence de prise en compte de la « révolution de l'Est » lors de la réunification. Edgar Wolfrum va jusqu'à parler

de la « révolution de l'Est » lors de la réunification. Edgar Wolfrum va jusqu'à parler

« *d'une prise de la Bastille par le peuple allemand de l'Est* » qui devrait être constitutif d'une conscience nationale de l'Allemagne réunifiée.

Une mémoire publique défaillante

Les célèbres images des manifestants face aux chars soviétiques illustrent parfaitement leur désir intense de liberté. A travers le 17 juin 1953, il s'agit pour les autorités publiques et pour les médias de célébrer la démocratie et la liberté des individus pour mieux légitimer la structure actuelle de l'Allemagne. En outre, la mémoire publique met en avant le fait que le 17 juin marque le renforcement de la partition allemande : « *Si les chars soviétiques n'étaient pas intervenus, 1953 aurait été l'année de la fin de la puissance du SED et l'année de l'unité allemande retrouvée.* » Il faut toutefois noter que les acteurs publics et les journaux demeurent prudents dans l'évocation des données chiffrées au risque

de minimiser l'événement, à l'instar du Musée historique allemand qui ne parle que de 10 000 arrestations (le chiffre minimum annoncé par les historiens) ou du site internet de la centrale d'information politique bpb (*Bundeszentrale für politische Bildung*) qui note 560 lieux de révolte dans toute la RDA.

2003 a été l'occasion d'une grande commémoration : explosion de publications d'ouvrages, de sites internet, de films, nombreuses expositions et conférences, prolifération d'articles de journaux et même sortie d'un timbre spécial par la Poste. Mais la bulle médiatique autour du 17 juin (plus d'un tiers des articles de journaux publiés entre 1990 et 2007 datent de 2003) a aujourd'hui explosé. Le silence est retombé sur cette date historique. Même *Der Spiegel*, qui osait critiquer « *la disparition du 17 juin de la conscience publique* » en 2003, n'a depuis écrit qu'un seul article à ce sujet.

Dès lors, la mémoire publique officielle oscille entre exacerbation et occultation, entre booms médiatiques ponctuels et longues périodes de silence. « *Un signe du refoulement des nombreuses controverses politico-historiques autour du 17 juin* », selon l'historien Bernd Eisenfeld. Au final, la mémoire y perd en légitimité auprès de la popula-

tion et tend à s'estomper. D'après un sondage réalisé par la seconde chaîne de télévision ZDF, en 2003 justement, seule la moitié des Allemands sait ce qui s'est passé le 17 juin 1953. La part est ramenée à 17% si l'on n'interroge que les jeunes.

Les événements ont trop longtemps été instrumentalisés, à l'Est comme à l'Ouest. Les actuels manuels d'histoire invitent d'ailleurs les lycéens à une lecture critique de l'histoire telle qu'elle était enseignée avant la chute du mur. Certes, les autorités est-allemandes avaient inventé de toutes pièces la légende du « *Tag X* » – ce jour J, où les services secrets occidentaux auraient infiltré la population est-allemande pour préparer un putsch fasciste. Les autorités ouest-allemandes à



l'inverse avaient magnifié les événements, célébrant un refus total du régime communiste et un désir profond de réunification de la part des Allemands de l'Est. Le baptême de la « *rue du 17 juin* », près de la porte de Brandebourg, mais aussi la proclamation du 17 juin comme « *Journée de l'Unité allemande* » n'avaient qu'un seul but : rassembler les Allemands derrière l'idéal de l'unité – et provoquer le régime du SED.

Des mémoires politiques qui s'affrontent

L'unité retrouvée, les Allemands ont préféré se tourner vers le futur, d'autant plus que le 17 juin continue à être l'objet de manipulations politiques. Les partis politiques profitent des commémorations annuelles pour instrumentaliser à leur tour le 17 juin. Tous revendiquent être les dignes héritiers de 1953 à l'instar du parti social-démocrate SPD qui fait l'éloge de la démocratie conformément à la volonté des manifestants « *qui avaient beaucoup de sympathie pour la politique du SPD* », et de l'union chrétienne démocrate CDU qui réaffirme son opposition implacable de toujours au régime du SED – sous-entendu : contrairement aux sociaux-démocrates. S'ajoute à cela

une mémoire postcommuniste qui, par la voix du journal *Neues Deutschland* ou de certains représentants de *Die Linke*, reconnaît la légende du putsch fasciste mais persiste à dénoncer « *le mythe de la révolte populaire* ». L'enjeu est de taille : maintenir le lien originel entre la classe ouvrière et l'idéologie communiste. Le 17 juin apparaît alors comme un exemple à suivre, car selon eux, aujourd'hui encore « *ces ouvriers s'élèveraient eux-aussi contre ce capitalisme !* ».

Face à ce discours se dressent les associations de résistance au communisme, telles l'Association du 17 juin 1953 ou la Maison *Check Point Charlie*. Fondées avant la chute du mur par deux chefs charismatiques (Rainer Hildebrandt et Carl-Wolfgang Holzapfel) qui combattaient pour la réunification de l'Allemagne, elles ont dû se reconvertir en 1990. Aujourd'hui, elles transmettent une vision héroïsée du 17 juin en insistant sur l'étouffement de l'insurrection « *dans le sang et les larmes* » par les chars soviétiques et en évoquant des chiffres bien plus élevés que ceux avancés par les historiens (125 morts et 25 000 arrestations selon l'Association du 17 juin 1953). Ce discours magnifié leur permet de dénoncer le communisme et de redonner à l'Allemagne un passé glorieux, digne d'être revendiqué avec fierté, car selon elles « *c'est la première fois que le peuple s'élève aussi rapidement dans l'histoire allemande* ». Ainsi, les deux associations se battent au quotidien pour nourrir un certain patriotisme allemand à travers le 17 juin et mettre fin à « *la date artificielle du 3 octobre* » et à ce semblant de mémorial devant le ministère des Finances. L'Association du 17 juin a certes essayé, en s'alliant avec la CDU, de faire baptiser la place où se situe le mémorial en

« place du 17 juin », mais elle a échoué face à la coalition de gauche du parlement berlinois. De fait, ces deux associations sont aujourd'hui marginales, non représentatives de la société allemande. Leur perte de légitimation les a même conduites à se tourner vers la droite, voire vers l'extrême-droite. Dans leurs propos, elles n'hésitent pas à mettre sur un pied d'égalité nazisme et communisme et condamnent une exacerbation de la mémoire du Troisième Reich face à une occultation de celle de la RDA.

Il est vrai que le 17 juin 1953 se trouve en « concurrence » avec d'autres pages de l'Histoire, plus susceptibles de constituer un héritage collectif commun à l'Allemagne réunifiée. Les historiens Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowalczyk et Ehrhart Neubert vont jusqu'à parler d'une « *identité allemande construite autour de l'Holocauste* ». Les livres scolaires révèlent d'ailleurs un fort déséquilibre entre la période 1933–1945 et celle 1945–1989. « *L'histoire de la RDA, c'est des notes de bas de page de l'histoire allemande* », déplore l'historien Marc-Dietrich Ohse.

La mémoire du 17 juin 1953 qui survit aujourd'hui est ambiguë. Et les jeux politiques fragilisent davantage une mémoire collective déjà friable et contribuent au processus de disparition de l'événement historique de l'espace public. Aujourd'hui encore, le 17 juin reste au cœur de manipulations, ce qui ne fait qu'accroître le désintérêt de la population. *Volksaufstand* (révolte populaire) ou *Arbeiteraufstand* (révolte ouvrière) ? *Aufstand*, *Erhebung* (soulèvement) ou encore *geschichterte Revolution* (révolution qui a échoué) ? Même dans le choix des mots, la journée du 17 juin fait encore débat, 20 ans après la réunification.

Pour en savoir plus

- Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowalczyk, Ehrhart Neubert, *Die verdrängte Revolution, Der Platz des 17. Juni 1953 in der deutschen Geschichte*, Analysen und Dokumente Bd. 25, Edition Temmen, 2004.
- Karl Wilhelm Fricke, Roger Engelmann, *Der „Tag X“ und die Staatsicherheit – 17. Juni 1953 – Reaktionen und Konsequenzen im DDR-Machtapparat*, Analysen und Dokumente Bd. 24, Edition Temmen, 2003.
- Jean-François Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Armand Collin, Collection U, Paris 2006.